

BURKINA FASO

Unité - Progrès- Justice

DECRET N° 2011-128-PRES/PM/MEF
portant ouverture de crédits au Titre 4 du Budget
de l'Etat - Gestion 2011 à titre d'avances.

Vice-PR. 0130

**LE PRESIDENT DU FASO
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES**



18/03/2011

- Vu la Constitution ;
Vu le Décret N° 2011-002/ PRES du 13 janvier 2011 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le Décret N° 2011-004/PRES/PM du 16 janvier 2011, portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;
Vu le Décret N° 2011-072/PRES/PM/SGG-CM du 24 février 2011 portant attributions des membres du Gouvernement ;
Vu la Loi n° 006- 2003 /AN du 24 janvier 2003 relative aux Lois de Finances ;
Vu le Décret N°2005-255/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant règlement général sur la comptabilité publique ;
Vu le Décret N°2005-256/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime juridique applicable aux comptables publics ;
Vu le Décret N°2005-257/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime des ordonnateurs et des administrateurs de crédits de l'Etat et des autres organismes publics ;
Vu le Décret N°2005-258/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant modalités de contrôle des opérations financières de l'Etat et des autres organismes publics ;
Vu la Loi N° 041-2010/AN du 02 décembre 2010 portant loi de finances pour l'exécution du Budget de l'Etat – Gestion 2011 ;

DECRETE

Article 1: Sont ouverts à titre d'avances sur le titre 4 du budget de l'Etat-Gestion 2011, des crédits applicables aux imputations mentionnées dans le tableau ci-dessous :

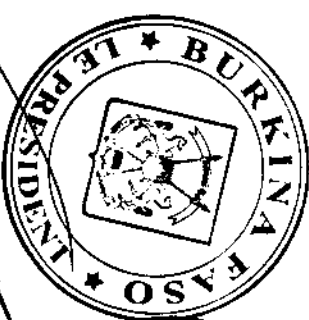
Titre 4: Dépenses de Transferts courants

Section	Chapitre	Article	Paragraphe	Rubrique	Libellé	Montant
21					Ministère de la Santé	1 500 000 000
	63119				Hopital National Blaise COMPAORE	1 500 000 000
		63			Subventions d'exploitation	1 500 000 000
				631	Subvention aux établissements publics	1 500 000 000
				19	Autres subv. fonctionnement	1 500 000 000
TOTAL GENERAL DES OUVERTURES						1 500 000 000

Article 2: les crédits ouverts à l'article premier ci-dessus sont soumis à la ratification du Parlement conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi N° 006-2003/AN du 24 janvier 2003 relative aux Lois de Finances.

Article 3: le Ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel du Faso.

Ouagadougou, le 21 mars 2011



Blaise COMPAORE

Le Premier Ministre

Tertius ZONGO

Le Ministre de l'économie et des finances

Lucien Marie Noël BEMBAMBA

